

DÉPARTEMENT
GIRONDE
COMMUNE
BEGLES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 0002-25

-----  
Liberté – Égalité - Fraternité  
-----

## ARRÊTÉ DU MAIRE

*Objet : Domaine et patrimoine*

Le Maire de la Ville de Bègles

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2212-1 et suivants

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R 143-38 et R 143-39

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ainsi que l'arrêté du 22 décembre 1981 relatif aux établissements du type M

Vu l'avis favorable émis par la Sous-commission départementale de sécurité lors de sa visite de réception le 20 novembre 2024

Vu l'avis favorable émis par la Sous-commission d'accessibilité de la Ville de Bègles lors de sa visite de réception le 20 novembre 2024

Considérant que les travaux demandés ont été réalisés conformément à la réglementation en vigueur et que les documents réglementaires ont été fournis ;

**ARTICLE 1** : L'ouverture au public de l'établissement ainsi désigné :

**DEVRED**  
CENTRE COMMERCIAL RIVES D'ARCINS - ZI LES BERGES DE GARONNE  
33130 BEGLES

relevant de la réglementation des établissements recevant du public au titre de la catégorie du type M et répondant aux règles de sécurité contre l'incendie et d'accessibilité aux personnes handicapées est autorisée.

**ARTICLE 2** : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique précités. Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure, un changement de destination des locaux, des travaux d'extension, de remplacement des installations techniques, ou des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation.

**ARTICLE 3** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de 2 mois suivant sa notification.

Fait à BEGLES, le 6 janvier 2025

**Clément ROSSIGNOL PUECH**

**Maire de Bègles**  
**Vice-Président de Bordeaux-Métropole**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213300395-20250106-SGAM20250107-02-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/01/2025

Publication : 08/01/2025